

dans nos régions pour entendre, de nos propres oreilles, les revendications faites par les producteurs.

Il est stupide, comme ils nous le répètent, de constater les difficultés auxquelles ils se heurtent pour obtenir des provisions suffisantes, alors que les cultivateurs de l'Ouest ne savent que faire pour disposer des surplus de production. Il s'agit là d'un illogisme que les bons agriculteurs de chez nous constatent et dont ils se plaignent, évidemment. Il faudrait d'abord, dans l'étude de ce problème, envisager sérieusement la possibilité d'écouler dans l'est du pays, et particulièrement au Québec, une bonne partie de ces surplus.

La motion à l'étude se lit comme il suit:

Que cette Chambre blâme le gouvernement de ne pas faire plein usage des moyens existants disponibles pour entreposer le grain, de ne pas fournir de nouveaux moyens appropriés, de ne pas adopter et mettre à exécution un système de paiements pour l'entreposage du grain dans les fermes qui en a résulté, ce qui a pour conséquence de nuire fortement et d'une façon permanente à l'économie de la culture du grain et aux industries qui en dépendent.

On ramène tout le problème à une question d'entreposage. Je voulais, par mes propos, en élargir quelque peu le cadre.

Si l'on a des excédents, il faut en faire quelque chose, et le fait de les détruire est tout simplement une solution des plus stupides, pour ne pas dire des plus morbides. Des milliers de gens meurent de faim dans le monde. Détruire la production qui peut secourir beaucoup d'individus est inadmissible.

Si l'on étudie ce problème, il faut également penser à l'établissement d'entrepôts un peu partout au Canada et non seulement dans l'Ouest. En 1962, le député de Bellechasse réclamait la construction de silos au Québec. Si, depuis lors, on avait pris en considération les propositions du Ralliement créditiste, aujourd'hui, cette motion de blâme serait peut-être inutile. Le gouvernement devrait enfin réfléchir et considérer un peu plus sérieusement les propositions de l'opposition. Il faudrait qu'à compter de maintenant, il puisse au moins manifester sa bonne volonté et ne pas toujours avoir recours à l'explication suivante: Qu'est-ce que vous voulez, on n'y peut rien faire.

• (4.30 p.m.)

Nous avons des excédents et nous ne parvenons pas à les vendre, ce qu'il faudrait pourtant faire, si nous voulons régler le problème. Sinon, il faudra cesser d'en accumuler. Toutefois, une telle mesure plongerait une foule de producteurs dans le chômage et ferait disparaître la profession d'une foule de gens, ce qui est impensable! Et le gouvernement continue quand même à nous dire qu'il n'existe aucun remède à ce problème.

[M. Matte.]

C'est à cette attitude que nous nous en prenons, car nous voudrions que le gouvernement fasse preuve de beaucoup plus de bonne volonté et prenne des mesures concrètes et efficaces. J'appuie donc cette motion de blâme, même si, à mon sens, on pouvait également blâmer le gouvernement de ne faire aucun effort en vue de trouver des solutions non seulement au problème de l'entreposage, mais également à celui de l'écoulement de ce grain.

Il faudrait que certains individus cessent de réaliser des profits exclusivement par l'entreposage, car c'est là une situation ridicule. On ne produit pas quelque chose uniquement en vue de l'entreposer.

La motion à l'étude, tout en étant valable, en ce sens qu'elle blâme le gouvernement, n'est peut-être pas assez claire. Au fait, il serait possible de trouver toutes sortes de solutions au problème de l'entreposage du grain, mais on finirait par produire à cette seule fin, ce qui serait ridicule. Il faudrait d'abord songer à l'écoulement de ce grain.

Voilà, monsieur l'Orateur, les remarques que je voulais formuler à l'égard de cette motion.

[Traduction]

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, je me sens obligé de prendre part au débat. Ce que j'ai vu de mes yeux dans ma circonscription encore au début du mois m'a convaincu qu'il est presque impossible d'exagérer la gravité de la situation tant des Prairies que de notre économie nationale aujourd'hui. Je félicite le ministre de la sincérité apparente de ses remarques au cours de sa tournée dans le pays. Certaines de ces propositions me paraissent dignes d'appui, mais nous ne savons pas encore si le gouvernement entend y donner suite.

A la fin de son intervention aujourd'hui, il a invité l'opposition à relever le défi, pour ainsi dire. Qu'on me permette de lui rappeler qu'il fait partie du gouvernement et que c'est à ce dernier et non à l'opposition de remédier à la situation désespérée qui sévit dans l'agriculture.

Les céréaliculteurs sont dans la plus grande détresse. Les biens hypothéqués sont saisis. Je connais trois ou quatre grandes fermes hypothéquées, situées entre 20 et 30 miles de l'endroit où j'habite, qui sont en voie d'être saisies. Nous avons passé beaucoup de temps, à la Chambre, à discuter sur des sujets comme le Biafra, mais vous pouvez constater, monsieur l'Orateur, que peu de députés des Prairies ont participé au débat sur le Biafra; c'est que nous avons assez de pauvreté dans l'Ouest. Nous avons nos propres problèmes et nous n'avons pas besoin d'aller jusqu'au Biafra pour en trouver.